

Europe

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : L'OPINION EUROPÉENNE ET LE SOUTIEN À L'UKRAINE

Théo Bourgoïn-Verdier

26/06/2025

Alors que les États-Unis se désengagent du conflit et que les troupes russes gagnent du terrain, les gouvernements européens assurent vouloir et pouvoir soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Jusqu'où les citoyens français et européens sont-ils prêts à les suivre ? Théo Verdier, co-directeur de l'Observatoire Europe à la Fondation Jean-Jaurès, analyse dans cette note ce que révèlent **les résultats de notre enquête menée en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD) et Toluna-Harris Interactive.**

Depuis l'investiture de Donald Trump, les États-Unis ont interrompu leur soutien à l'Ukraine sur les plans militaire et économique¹. Les Européens ont réévalué leurs contributions depuis janvier dernier pour combler ce manque. Ils ont investi plus de 20 milliards d'euros pour les seuls mois de mars et d'avril dans l'aide à Kiyv face à l'agression russe², stabilisant ainsi les sommes versées malgré le retrait états-unien.

Les négociations reprises à Istanbul entre Russes et Ukrainiens ne laissent présager d'aucun règlement négocié du conflit à courte échéance³. Les offensives russes se poursuivent. Et Moscou a entamé ses échanges avec les négociateurs ukrainiens sur une base maximaliste⁴.

Face à la probabilité d'une poursuite de la guerre sur plusieurs mois ou plusieurs années, la mobilisation des Européens a pris une importance nouvelle. Et ce, dans le contexte d'un ralentissement économique sur le continent. L'Europe connaît une atonie de sa croissance, donnée à 1,1% dans l'Union européenne (UE) en 2025⁵, et un mouvement de stabilisation de sa dette publique.

Pour ce faire, les gouvernements européens bénéficient du soutien de l'opinion à la cause ukrainienne, ainsi que d'un constat partagé de la menace que représente l'invasion russe pour la sécurité du continent.

Un consensus pour l'Ukraine qui masque une divergence croissante au sein de la société européenne

Tableau 1. L'invasion russe de l'Ukraine est une menace pour la sécurité de l'UE - Total d'accord

	2023	2024	2025
Union européenne (UE)	78%	79%	77%
France	70%	77%	74%
Pologne	88%	87%	83%
Allemagne	79%	81%	81%
États-Unis*			69%

Sources : Eurobaromètres [100](#), [101](#), [103](#) pour le volet Europe. Pew Research Center, Survey of US adults conducted March 24-30, 2025, « [Republican Opinion Shifts on Russia-Ukraine War](#) » pour le volet États-Unis. À noter que pour cette dernière enquête, la question portait sur l'importance de la guerre entre la Russie et l'Ukraine pour les intérêts nationaux des États-Unis.

S'il existe une différence de perception des deux côtés de l'Atlantique, elle se fonde sur une question de positionnement politique. Démocrates et républicains américains se divisent largement sur le bien-fondé du soutien à l'Ukraine, dans un clivage qui va croissant depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration républicaine.

Tableau 2. Soutenir l'Ukraine « aussi longtemps qu'il faudra »

		Gauche (UE) - Démocrates (US)	Droite (UE) - Républicains (US)
UE	77%	83%	73%
États-Unis	62%	72%	48%

Sources : [Eurobaromètre 103](#) du printemps 2025 pour le volet européen ; [Critical issues poll](#) de

l'université du Maryland, mars 2025, pour le volet états-unien.

À l'inverse, les Européens demeurent plus unis. Le soutien à la cause ukrainienne masque toutefois une divergence naissante quant à la nature de l'appui à apporter à Kyiv. Le premier semestre 2025 a ainsi vu émerger plusieurs manifestations anti-ukrainiennes en Pologne sur les questions du *dumping* agricole et de l'afflux migratoire. Si le pays compte parmi les plus fermes alliés de Kyiv, on y constate toutefois une érosion dans l'opinion, notamment en ce qui concerne une potentielle adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

Tableau 3. Approbation des mesures de soutien à l'Ukraine - Total d'accord

	Union européenne		Allemagne		France		Pologne	
	2023	2025	2023	2025	2023	2025	2023	2025
Accueillir dans l'UE les personnes fuyant la guerre	84%	80%	82%	79%	83%	80%	86%	74%
Fournir une aide financière et humanitaire à l'Ukraine	72%	76%	73%	80%	64%	71%	84%	75%
Financer l'achat et la livraison d'équipements militaires en Ukraine	60%	59%	61%	63%	55%	54%	85%	70%
Accorder à l'Ukraine le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE	61%	60%	54%	54%	54%	56%	78%	65%

Sources : Eurobaromètre 100 et 103, 2023 et 2025.

Les mesures d'ordre humanitaire et financière sont très largement approuvées par les Européens.

L'aide militaire et la question de l'adhésion bénéficient d'un soutien qui demeure lui aussi majoritaire, mais aux marges plus limitées. L'adhésion à une entrée potentielle de l'Ukraine dans l'Union décroît depuis un an dans dix pays européens, dont trois des quatre voisins directs de l'Ukraine (Pologne, Hongrie, Slovaquie). Dans cinq États membres, l'appui à la mesure est désormais minoritaire : Bulgarie, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie et Chypre.

Tableau 4. Perception des Ukrainiens en Pologne - Mauvaise opinion

	Décembre 2024	Évol. février 2024
New Left (Nowa Lewica)	28%	(-4)
Plateforme civique (KO)	22%	(+2)
Droit & justice (PiS)	35%	(+6)
Confédération (Konfederacja)	54%	(+12)

Source : « *Ukraine and polish-ukrainian relations* », Mioszowski Centre, janvier 2025.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Une question partisane : l'exemple français

Le soutien à l'Ukraine se dégrade particulièrement rapidement en Pologne. Et, comme aux États-Unis, le dossier s'y polarise par le prisme partisan. Les sympathisants des forces d'extrême droite, PiS et Confédération, développent une perception de plus en plus négative des Ukrainiens, dans un pays qui accueille encore un million de réfugiés.

La France voit-elle émerger dans l'opinion une telle division partisane sur la question ukrainienne ? La récente [étude](#) menée par Toluna-Harris Interactive pour l'Agence française de développement

porte sur 10 103 répondants. Ceci en fait une source de qualité pour analyser le sujet.

Les Français se divisent en trois tiers : 28% souhaiteraient accentuer l'aide à l'Ukraine, 40% la maintenir telle quelle et 32% la voir diminuer. *In fine*, une confortable majorité de Français estiment qu'il faut poursuivre notre engagement, au niveau actuel ou par un accroissement des moyens qui y sont alloués.

Graphique 1. La France doit-elle accentuer ou diminuer sa coopération avec l'Ukraine dans le domaine des investissements solidaires ? (%)



Source : « Les partenariats internationaux de la France : quelles perceptions à l'échelle nationale et régionale ? » dans **Solidarité internationale : la lucidité des Français** (Fondation Jean-Jaurès, 23 juin 2025), Toluna-Harris Interactive pour l'AFD, avril 2025. Résultats en %.

La perception de l'aide à l'Ukraine remet toutefois en lumière les trois familles politiques observées dans l'opinion française quant aux questions européennes⁶. Les « fédéralistes », sympathisants du Parti socialiste (PS), des Écologistes et de Renaissance, sont largement en faveur des politiques de développement. Les souverainistes de Reconquête! et du RN, qui disent pour deux tiers d'entre eux se sentir français et non européens, y sont en ce sens majoritairement opposés. La gauche radicale et la droite traditionnelle se divisent sur la question, préférant le *statu quo* : 41% des sympathisants des Républicains et 39% de ceux du Parti communiste français (PCF) sont favorables à un maintien, sans augmentation ou diminution, de l'aide à l'Ukraine.

Graphique 2. Selon vous, de quelle manière la France devra-t-elle accompagner l'Ukraine après la guerre ?



Source : « Les partenariats internationaux de la France : quelles perceptions à l'échelle nationale et régionale ? » dans **Solidarité internationale : la lucidité des Français** (Fondation Jean-Jaurès, 23 juin 2025), Toluna-Harris Interactive pour l'AFD, avril 2025. Une seule réponse possible. Résultats en %.

L'adhésion à l'Union est perçue selon la même logique des trois « familles », le pôle fédéraliste y étant le plus favorable : 30% des soutiens écologistes et 28% de ceux de Renaissance et des socialistes y voient la principale mesure d'aide à l'Ukraine après la guerre – contre 15% pour ceux du Rassemblement national.

Les prochains mois verront les dirigeants européens décider de plusieurs mesures d'approfondissement de la réaction à l'invasion russe. Il faudra décider de compléter les sanctions à l'égard de la Russie par la limitation des importations d'hydrocarbures, ce qui risque de faire monter le prix des énergies fossiles sur le continent. Il faudra également poursuivre, sans l'aide des

États-Unis, le soutien humanitaire, économique et militaire à l'Ukraine. Et, enfin, engager la dynamique de réarmement pour atteindre les objectifs définis lors du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) à La Haye (Pays-Bas).

En ce sens, l'Union peut s'appuyer sur une volonté partagée des opinions européennes de la voir assumer de nouvelles fonctions dans la défense et la sécurité du continent, priorités sur d'autres enjeux comme la compétitivité ou encore l'indépendance énergétique⁷.

Cette envie de voir l'Union en faire plus repose sur un consensus quant à la perception des risques que la Russie fait peser sur l'Union, et une solidarité commune vis-à-vis de la cause ukrainienne. Toutefois, l'appui à Kyiv se fait aujourd'hui dans le cadre d'un dissensus croissant quant aux conditions pratiques de cette aide. L'accueil des réfugiés, le volet militaire de l'aide ou encore une potentielle adhésion de l'Ukraine font l'objet d'un soutien plus tiède, voire décroissant dans un grand nombre d'États européens. La tendance peut faire craindre le scénario d'une américanisation du débat public sur le sujet, et ce *via* une polarisation partisane à l'extrême. La différence de perception des Ukrainiens en Pologne ou encore de la politique d'aide au développement en France illustre cet état de fait.

1. « Trump suspend l'aide militaire américaine à l'Ukraine jusqu'à ce que le gouvernement de Kiev « démontre un engagement en faveur de la paix » », [BBC News](#), 4 mars 2025.
2. « [Ukraine Support: Europe largely fills the US aid withdrawal, lead by the Nordics and the UK](#) », Kiel Institute, 16 juin 2025.
3. Marie Jégo, « À Istanbul, les exigences maximalistes de la Russie lors des négociations de paix avec l'Ukraine », [Le Monde](#), 4 juin 2024.
4. Voir [la traduction du « mémorandum » russe par Le Grand Continent](#), 4 juin 2025.
5. [Spring 2025 Economic Forecast: Moderate growth amid global economic uncertainty](#), Commission européenne, 19 mai 2025.
6. Théo Verdier, *Les trois familles politiques françaises dans le rapport à l'Union européenne*, [Fondation Jean-Jaurès](#), 14 mars 2024.
7. *Parlemètre 103.1*, hiver 2025.